

RAPPORT DE GESTION - ANNEE 2018**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MARDI 23 AVRIL 2019****1. Evolution des affaires**

La fréquentation des crèches et MCAE est en très légère baisse (-1,49 %), avec 168.946 journées d'accueil contre 171.505 en 2017. Le chiffre d'affaire pour cette activité évolue cependant à la hausse (+3,04%), ceci étant donc dû à l'évolution du barème ONE.

Le nombre d'accueillantes conventionnées actives est en hausse passant de 70 en décembre 2017 à 72 en décembre 2018. Le nombre de journées d'accueil passe de 45.137 en 2017 à 45.691 en 2018 (+1,23 %). Les recettes de cette activité augmentent de 2,34 % (en raison donc du nombre de journées mais aussi de l'évolution du barème ONE).

En accueil extrascolaire, nous avons comptabilisé au long de l'année 150.597 fréquentations, pour 3012 enfants, contre 145.378 en 2017 (pour 3115 enfants), soit une hausse de 3,59 % en nombre de présences. Le plus faible nombre d'enfants face à cette hausse reflète donc une fidélisation de ceux-ci.

Nous avons organisé en tout 28 semaines de stages pendant les vacances scolaires, réparties sur 4 sites, pour 957 inscriptions (inscriptions d'une semaine, contre 947 en 2017), soit 4545 journées d'accueil (contre 4714 en 2017). Le chiffre d'affaire pour l'ensemble de l'activité AES est en hausse de 2,48 %

Avec 555 dépannages, l'activité du service « Enfants malades » est moindre qu'en 2017 (150 dépannages en moins, soit -21,3 %) Le chiffre d'affaire est cependant en hausse de 2.290 € ceci ne pouvant donc être dû qu'à des dépannages réalisés sur des barèmes plus élevés (cette tendance était inversée en 2017).

Enfin, nos factures adressées à la FWB par notre service « Le Lien » sont en recul de 12 % en 2018.

2. Résultats et situation de la société

Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités de la société au cours de l'exercice couvrant la période du 01/01/18 au 31/12/18 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels que nous produisons en annexe tels qu'ils ont été arrêtés.

a. Résultats :

	2018	2017	Différence
<u>Produits</u>			
70 Chiffre d'affaires	5.530.343,73	5.379.691,60	150.652,13
74 Autres produits d'exploitation	10.609.719,62	10.365.222,13	244.497,49
75 Produits financiers	38.963,72	39.051,49	-87,77
76 Produits exceptionnels	13.394,07	966,51	12.427,56
77 Régularisation d'impôts	0,00	0,00	0,00
	<u>16.192.421,14</u>	<u>15.784.931,73</u>	<u>407.489,41</u>
<u>Charges</u>			
60 Approv., marchandises	589.674,85	573.335,90	16.338,95
61 Services et biens divers	686.913,51	720.645,13	-33.731,62
62 Rémunérations, charges sociales et pensions	14.312.587,75	13.916.188,05	396.399,70
63 Dotation aux amortissements et R.V.	162.849,37	174.578,36	-11.728,99
637 Provisions pour risques et charges	-341.535,30	45.789,00	-387.324,30
64 Autres charges d'exploitation	29.421,26	25.383,88	4.037,38
65 Charges financières	1.946,43	893,93	1.052,50
66 Charges exceptionnelles	408.476,79	1.390,97	407.085,82
67 Impôts sur le résultat	0,00	0,00	0,00
	<u>15.850.334,66</u>	<u>15.458.205,22</u>	<u>392.129,44</u>
<u>Résultat de l'exercice</u>	<u>342.086,48</u>	<u>326.726,51</u>	<u>15.359,97</u>

b. Commentaires :

Le chiffre d'affaires de cet exercice s'élève à + 5.530.343,73 €

En augmentation de 2,8 %, reflet de l'évolution normale des barèmes, et du volume des fréquentations dans les structures,

Le chiffre d'affaire des crèches est en hausse de 3,00 %.

Les recettes globales en AES (extra-scolaire et plaines) sont en légère progression de 2,48 %, du fait de la hausse de fréquentations en AES et durant les plaines

Les recettes pour l'accueil chez les gardiennes encadrées a légèrement augmenté (+2,34%), du fait d'une hausse de fréquentation et du barème ONE

Les recettes « communes » augmentent de 3,7 % ceci étant dû en 2018 plus particulièrement à l'indexation intervenue au 1^{er} janvier 2018.

Les achats se sont élevés à - 589.674,85 €

...contre 573.335,90 € en 2017. Ces postes, en lien direct avec la fréquentation des structures, restent bien maîtrisés. L'augmentation du nombre de repas en 2018 (Spy dès janvier et Sorée au 01/10/2018), et une hausse de prix des fruits de plus de 3%, combinée à une hausse de 3,5% des quantités en sont les raisons principales.

Les services et biens divers se sont élevés à - 686.913,51 €

contre 720.645,13 € en 2017, soit une baisse de 4,7 %. La baisse est notamment due à ...

- la disparition d'un poste « location matériel roulant » (remplacé par un investissement),*
- des frais de téléphonie mobile en baisse (impact complet du tarif SPW conclu en 2017),*
- des honoraires avocats / huissiers en baisse,*
- des frais de secrétariat social redevenus « normaux » (disparition d'une charge complémentaire présente en 2017 sur un programme test)*
- maîtrise et diminution des frais de déplacements (frais de missions)*

Ceci reflète donc une bonne maîtrise des frais généraux (téléphonie, consommables, frais postaux, carburants, ...). Nous restons cependant attentifs et poursuivons l'objectif d'encore rationaliser certains dépenses, en parfaite concertation avec le service « économat »

Les frais de personnel se sont élevés à - 14.312.587,75 €

....contre 13.916.188 en 2017.

Ce poste est en augmentation brute de 2,8 % en 2018. Ceci résulte de l'indexation salariale de 2% intervenue en octobre et de l'engagement de personnel pour l'extension de Spy en janvier et l'ouverture de Sorée en octobre 2018.

Les amortissements et réductions de valeur se sont élevés à - 162.849,37 €

... contre 174.578 en 2017. Avec une diminution des réductions de valeur sur créances nettes, les amortissements sont eux en légère hausse (+8000 €), reflet d'investissements récents.

Les provisions (hors reprises) pour risques et charges s'élèvent à -66.496,80 €

Une provision de 60.000 € pour un litige social en cours et une autre de 6496,80 € pour un montant de facturation contesté.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés à : + 10.609.719,62 €

*Augmentation brute de 2,3 % sur l'ensemble des produits, dont ...
+3,2% en APE, +6 % en ONE, +3,7 % en ONE accueillantes, -10 % au FESC (mais montant exceptionnel en 2017). A noter que les régularisations pour exercices antérieurs, ainsi que les produits non récurrents, totalisent environ 177.000 € dans ce poste.*

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à : - 29.421,26 €

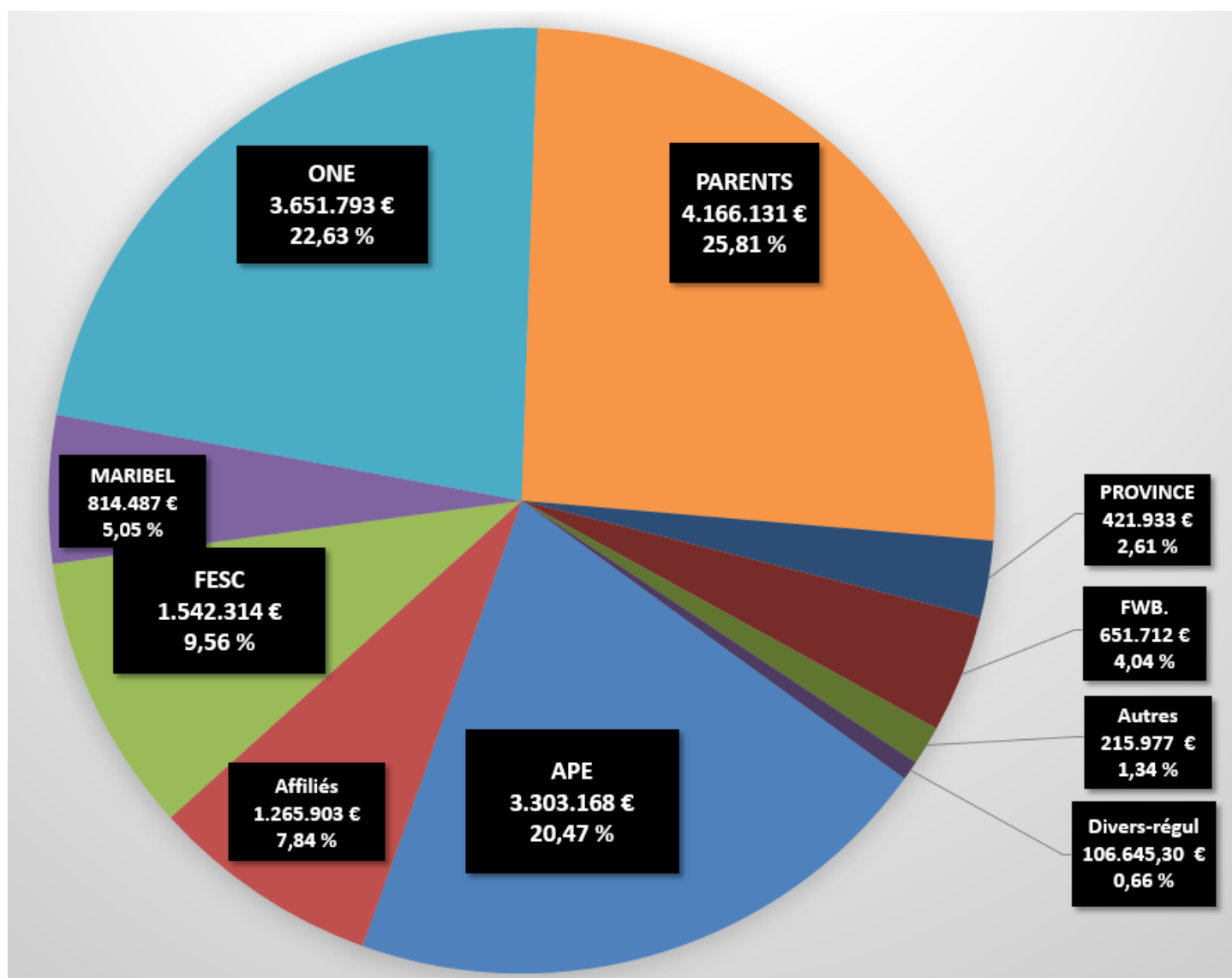
En légère hausse notamment en raison de frais d'enregistrement payés sur le jugement en appel (dossier KI)

Les charges exceptionnelles se sont élevées à : -408.476,79 €

Elles comprennent le paiement du jugement rendu en appel (408.000) par ailleurs compensé par une utilisation de provision à l'identique

Le résultat de l'exercice est de + 342.086,48 €

c. Sources de financement – répartition des recettes (total des postes 70 et 74)



Les sources de financement sont réparties identiquement aux années précédentes.

d. Situation :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>	<u>Différence</u>
<u>ACTIF</u>			
Actifs immobilisés	2.200.560,76	2.216.251,78	-15.691,02
- Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
- Immobilisations corporelles	2.194.080,76	2.209.771,78	-15.691,02
- Immobilisations financières	6.480,00	6.480,00	0,00
Actifs circulants	4.962.811,33	4.650.928,04	311.883,29
- Stocks et commandes en cours	0,00	0,00	
- Créances à 1 an au plus	3.143.237,53	2.775.225,33	368.012,20
- Placements de trésorerie	0,00	0,00	0,00
- Valeurs disponibles	1.819.573,80	1.875.702,71	-56.128,91
Comptes de régularisation	0,00	49,25	-49,25
<u>Total de l'actif</u>	<u>7.163.372,09</u>	<u>6.867.229,07</u>	<u>296.143,02</u>
<u>PASSIF</u>			
Capitaux propres	3.615.985,94	3.302.892,46	313.093,48
- Capital	124.992,00	116.312,00	8.680,00
- Subside en capital	772.264,66	809.937,66	-37.673,00
- Réserves	26.883,20	26.883,20	0,00
- Résultat reporté	2.349.759,60	2.023.033,09	326.726,51
- Bénéfice(+)/Perte(-) de l'exercice	342.086,48	326.726,51	15.359,97
Provisions	207.547,12	548.152,84	-340.605,72
Dettes	3.310.185,65	2.916.205,41	393.980,24
- Dettes à plus d'un an	1.355.268,05	996.666,59	358.601,46
- Dettes à un an au plus	1.954.917,60	1.919.538,82	35.378,78
Comptes de régularisation	29.653,38	99.978,36	-70.324,98
<u>Total du passif</u>	<u>7.163.372,09</u>	<u>6.867.229,07</u>	<u>296.143,02</u>

3. Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société

Aucun litige en cours n'est susceptible d'avoir une influence notable sur les résultats à venir. Une provision subsiste actuellement pour les intérêts restant à payer dans le cadre du dossier « Cognelée ». Nos sources de financements multiples sont un atout ; nous devons cependant rester attentifs à l'évolution de celles-ci, afin d'anticiper les évolutions qui interviendraient (les APE notamment).

4. Risques et incertitudes

Le conseil d'administration ne peut préjuger des risques inhérents à toute activité économique et qui pourraient modifier les perspectives de la société : retard dans les développements en cours et dans les ventes ; problèmes de personnel ...

5. Activités de recherches et lignes de développement – Perspectives pluri-annuelles

L'année 2018 a vu l'extension de Spy (15 à 33 places) en janvier et l'ouverture d'une deuxième structure à Gesves (Sorée), en octobre. Une nouvelle ouverture de structure est également intervenue mi-février 2019 à Mehaigne (Eghezée).

Les plaines de vacances ont été reconduites en 2018 avec une offre légèrement supérieure (28 contre 25 semaines en 2017), mais recentrée sur 4 implantations (Celle de Dinant n'ayant pas été reconduite car la Ville dispose d'une offre importante).

L'Intercommunale poursuivra ses activités habituelles (accueil 0-3 ans, accueil 3-12 ans, garde à domicile, et autres services d'aide à la jeunesse) et n'envisage pas actuellement d'autres activités. En concertation avec les affiliés et les pouvoirs subsidiants, elle étudie les possibilités d'augmenter le nombre de places d'accueil disponibles (extensions, ouvertures), sans pouvoir cependant dresser un plan de développement à ce sujet.

Tenant compte de ces contraintes, on peut toutefois évaluer à 2 % l'an les perspectives de progression du chiffre d'affaire sur les trois prochains exercices.

6. Structure de l'organisation – Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel, détaillant également les différents services de l'Intercommunale est annexé au présent rapport.

7. Justification des règles comptables

Le Conseil d'Administration vous demande de bien vouloir approuver les comptes annuels arrêtés au 31/12/18, présentant un total bilan de **7.163.372,09 €** et un bénéfice de l'exercice de **342.086,48 €**

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le résultat comme suit :

	<u>A affecter</u>	Bénéfices reportés	Réserve légale
Situation au 01/01/2018		2.349.759,60	26.883,20
Bénéfice de l'exercice	342.086,48	340.399,68	1.686,80
Soit en cumul		2.690.159,28	28.570,00

Le Conseil d'Administration vous demande également de bien vouloir accorder décharge de leur mandat aux administrateurs et au commissaire-réviseur pour l'exercice social arrêté au 31/12/2018.

Le Conseil d'administration,

Le 23/04/2018



Lionel NAOME
Président

INTERCOMMUNALE DES MODES D'ACCUEIL POUR JEUNES ENFANTS

ASSEMBLEE GENERALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUREAU DE GESTION

PRESIDENT Mr L. NAOME

SECRETAIRE GENERAL F.F. Mme C. GEORGERY

DIRECTION PEDAGOGIQUE Mme S. COURTOY

Mme C. GEORGERY, Secrétaire Général f.f.
Mme S. COURTOY, Directrice pédagogique

COMITE DE DIRECTION Mr S. DAOUST, Comptable
Mme C. BALON, Coordinatrice Médico-Sociale

